

La France reste le pays le plus attractif sur le plan économique en Europe

Pourtant on nous impose l'austérité et la précarité, par choix et cynisme de riche.



Le cabinet d'audit financier Ernst et Young (EY) a sorti son baromètre annuel de l'attractivité. Eux qui sont si prompts à décrier tous les pays qui ont des systèmes sociaux encore protecteurs comme des zones arriérées concluent malgré tout à l'attractivité économique de la France. La France conserve donc sa 1ère place européenne en termes d'investissements étrangers sur son territoire. Elle devance le Royaume-Uni et l'Allemagne.

Ce bon résultat témoigne de la solidité des fondamentaux de l'économie française.

Tiens donc ?! Nous ne serions donc pas tant que cela en déclin ? Pourtant certains comme le ministre de l'économie depuis plusieurs semaines alertent sur la situation dégradée de notre économie. Si la France est attractive Alors pourquoi imposer encore et toujours le même train de réformes antisociales ?

On peut tenter d'y répondre de deux façons :

1- A la manière du gouvernement qui se félicitera de ce résultat en arguant du bien-fondé de sa politique : Il a notamment pris des mesures en matière de compétitivité (terme qui en réalité désigne le dumping fiscal et social) : réduction conséquent de l'impôt sur les sociétés, réforme du « marché » du travail, pérennisation du crédit impôt recherche, ou encore réforme de la fiscalité et suppression de l'impôt sur la fortune. En complément, le Gouvernement a agi pour simplifier les démarches des entreprises et des investisseurs, en particulier à travers la loi pour la croissance et la transformation des entreprises (Pacte) en 2019. Ce sont ces réformes qui auraient donc permis à la France de devenir le pays le plus attractif d'Europe.

2- A la manière, sans doute plus proche de la vérité, des salariés, des retraités, des jeunes, de privés d'emploi que nous sommes : Ce qui explique l'attractivité d'un territoire ce sont ses infrastructures (transport, routes, train, communication), la qualité de ses services publics, les niveaux de qualification et de formation, les bassins d'emploi, et bien évidemment le niveau de protection sociale.

Le gouvernement feint dans sa communication d'occulter tout ce qui explique sur le plan structurel l'attractivité de la France.

Une entreprise n'opère pas uniquement ses choix d'implantation en fonction des quelques mesures promises, fussent-elles sonnantes et trébuchantes. Si la France reste le pays qui attire le plus d'investissement étranger en Europe elle le doit à la qualité de ses infrastructures, de ses services publics et de sa protection sociale qui offrent des opportunités et des garanties que ces groupes ne trouvent sans doute pas, ou moins, ailleurs.

Nous ne nous glorifions pas de ces résultats, derrière l'attractivité c'est la notion de compétitivité qui pointe, avec son corollaire, la concurrence entre les peuples.

Nous militons au contraire pour une juste répartition des richesses et un partage du travail.

D'autant que ce ne sont pas les salariés, les retraités, les jeunes ou les privés d'emploi qui bénéficient de cette position de la France. La pauvreté et la précarité continuent à progresser et les vieux arguments de la nécessité des « réformes » ne trompent personne. La France reste attractive pour enrichir les plus riches.

Nous demandons à ce qu'il soit mis fin à ces mensonges sur les difficultés économiques de la France.

Nous disposons des ressources nécessaires pour fournir un emploi à toutes et tous, pour augmenter les salaires, les pensions, les retraites et les minima sociaux, pour créer un revenu décent pour les jeunes.

Nous exigeons que les richesses soient réparties de façon à satisfaire les besoins sociaux de toutes et tous.

Par la mobilisation imposons d'autres choix !